



# Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale  
2 septembre 2024  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-neuvième session**  
Point 23 a) de l'ordre du jour  
**Activités opérationnelles de développement : activités**  
**opérationnelles de développement du système**  
**des Nations Unies**

**Conseil économique et social**  
**Session de 2025**  
25 juillet 2024-30 juillet 2025  
Point 20 b) de l'ordre du jour  
**Questions sociales et questions relatives**  
**aux droits humains : développement social**

## Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants\*

### Rapport du Secrétaire général\*\*

#### Résumé

Le présent rapport évalue les mesures prises en 2022 et 2023 en vue d'édifier un monde digne des enfants et met en évidence les mesures qu'il reste à prendre à cette fin ainsi que les réorientations stratégiques à opérer pour améliorer la situation des enfants. Le rapport a été établi en application de la résolution [S-27/2](#) de l'Assemblée générale, adoptée à sa vingt-septième session extraordinaire en 2002, et des résolutions [58/282](#), [61/272](#) et [76/147](#), dans lesquelles l'Assemblée a prié le Secrétaire général de faire rapport régulièrement sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action qui figure en annexe à la résolution [S-27/2](#).

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (16 septembre 2024) : document paru initialement sous la cote A/79/274-E/2024/70.

\*\* Le présent rapport a été soumis pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



## I. Introduction

1. À la session extraordinaire consacrée aux enfants, que l'Assemblée générale a tenue en 2002, les délégations de 190 pays ont adopté la Déclaration et le Plan d'action intitulés « Un monde digne des enfants » (résolution [S-27/2](#), annexe), dans lesquels les gouvernements ont pris l'engagement d'atteindre une série d'objectifs spécifiques, assortis de délais et mesurables, en faveur des enfants et des jeunes, l'accent étant mis sur : a) la promotion d'une existence saine ; b) l'offre d'un enseignement de qualité ; c) la protection des enfants contre la maltraitance, l'exploitation et la violence ; d) la lutte contre le VIH/sida. Bon nombre des objectifs figurant dans le Plan d'action constituent de fait des jalons pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, puis plus largement des objectifs de développement durable. Dans sa résolution [76/147](#), adoptée en 2021, l'Assemblée générale a demandé que le rapport sur la suite donnée aux textes issus de sa session extraordinaire soit présenté tous les deux ans et qu'il porte en particulier sur la question des enfants et des objectifs de développement durable, compte tenu des liens qui existent entre la réalisation des droits des enfants et la concrétisation des objectifs de développement durable. Le présent rapport, qui est le vingtième du genre, fait le point des progrès accomplis dans la suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire.

2. En 2023, les cibles fixées pour 2030 associées aux 48 indicateurs des objectifs de développement durable liés à l'enfance n'étaient en voie d'être atteintes que pour un tiers desdits indicateurs, ce qui montre qu'il est urgent d'accélérer les mesures prises pour réaliser les droits des enfants et surmonter les défis récents posés par la pandémie de coronavirus (COVID-19) et ses conséquences, ainsi que par l'augmentation des conflits violents et des crises liées au climat. Au total, 59 pays risquaient de ne pas atteindre la cible liée à la mortalité des enfants de moins de 5 ans (indicateur 3.2.1 des objectifs de développement durable). Bien que les retards de croissance aient régulièrement diminué, trois quarts des enfants vivent aujourd'hui dans des pays qui ne sont pas en voie d'atteindre la cible fixée pour 2030 concernant les retards de croissance (indicateur 2.2.1). Les taux d'achèvement des études ont augmenté entre 2015 et 2021 dans l'enseignement primaire et dans les premier et deuxième cycles du secondaire, bien que les progrès aient considérablement ralenti par rapport à la période 2000-2015. En l'absence d'une intensification des efforts, seul un pays sur six atteindra l'objectif 4 relatif à l'accès universel à une éducation de qualité d'ici à 2030. Le taux de mariage d'enfants a diminué, mais les progrès devraient être près de 20 fois plus rapides pour rendre possible son élimination d'ici à 2030 (indicateur 5.3.1). Par ailleurs, bien que le nombre annuel de nouvelles infections à VIH ait chuté de manière spectaculaire, passant du pic de 3,2 millions au milieu des années 1990 à 1,3 million en 2022<sup>1</sup>, ce chiffre reste plus de trois fois supérieur à l'objectif de 370 000 nouvelles infections fixé pour 2025<sup>2</sup>. Les enfants ont toujours plus de difficultés à accéder aux traitements que les adultes. Les enfants représentent moins d'un tiers de la population mondiale, mais plus de la moitié des personnes vivant dans l'extrême pauvreté<sup>3</sup>, ce qui constitue un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'enfance ainsi que des

---

<sup>1</sup> Organisation mondiale de la Santé (OMS), base de données de l'Observatoire mondial de la santé, disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : [https://www.who.int/data/gho/data/themes/topics/sdg-target-3\\_3-communicable-diseases](https://www.who.int/data/gho/data/themes/topics/sdg-target-3_3-communicable-diseases).

<sup>2</sup> Voir (en anglais uniquement) : [https://sdgs.un.org/goals/goal3#progress\\_and\\_info](https://sdgs.un.org/goals/goal3#progress_and_info).

<sup>3</sup> Daylan Salmeron-Gomez et al., « Global Trends in Child Monetary Poverty according to International Poverty Lines », Policy Research Working Paper 10525, Washington, Banque mondiale, 2023.

quatre grands objectifs poursuivis dans le cadre de l'initiative « Un monde digne des enfants ».

3. Alors que le monde se remet lentement des conséquences de la pandémie de COVID-19, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire et d'une protection a atteint des niveaux record, soit 324 millions en 2022 et 364 millions en 2023, en grande partie à cause de la multiplication des conflits violents et des situations d'urgence climatique. En 2023, les violations graves confirmées à l'encontre d'enfants ont atteint un niveau record, les plus nombreuses ayant été enregistrées en Afghanistan, en Israël, dans l'État de Palestine, en République arabe syrienne, en République démocratique du Congo, en Somalie, en Ukraine et au Yémen ([A/77/895-S/2023/363](#), par. 7). Dans ses observations adressées à la Ligue des États arabes le 16 mai 2024, le Secrétaire général a décrit la guerre à Gaza comme le conflit le plus meurtrier de son mandat, de par sa rapidité et son ampleur, dans le cadre duquel des enfants ont été traumatisés et blessés à vie. L'année 2023 a également été la plus chaude jamais enregistrée et les risques climatiques menacent près de la moitié des enfants du monde<sup>4</sup>. Les crises humanitaires ayant tendance à exacerber les disparités préexistantes, les enfants les plus marginalisés continueront d'être touchés de manière disproportionnée, et dans le même temps, ces crises entravent la capacité des pays à investir dans les enfants. Les graves catastrophes liées au climat sont responsables de plus de la moitié de l'augmentation notable de la dette des pays les moins avancés depuis 2022, et 2 personnes sur 5 vivent dans des pays qui consacrent plus de dépenses aux paiements d'intérêts qu'à l'éducation ou à la santé<sup>5</sup>. Il reste encore un long chemin à parcourir pour parvenir à un monde digne des enfants, mais cela doit renforcer notre détermination à prendre des mesures décisives dès maintenant.

## **II. Suite donnée à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants**

4. Depuis le septième rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants en 2002 (voir [A/64/285](#)), les progrès réalisés dans les domaines thématiques abordés dans le rapport ont été analysés sous cinq angles différents : planification, droits des enfants, partenariats, suivi et participation. L'accent est mis sur plusieurs outils essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable centrés sur les enfants, tels que l'utilisation d'une approche de la programmation fondée sur les droits des enfants, les données pour les enfants, les politiques et la planification fondées sur des données probantes, les partenariats intersectoriels et public-privé, et les échanges avec les enfants.

### **A. Une planification favorable aux enfants**

5. Les articles 12 à 15 de la Convention relative aux droits de l'enfant établissent le droit des enfants à participer aux processus de prise de décision qui peuvent les concerner et à les influencer. Ces dispositions ont été renforcées par la récente note d'orientation du Secrétaire général sur la transversalisation des droits de l'enfant dans le système des Nations Unies, qui a été publiée en 2023 à l'issue d'un vaste processus de consultation au sein de l'Organisation et avec la société civile<sup>6</sup>. Cette note pose

<sup>4</sup> Organisation météorologique mondiale, *State of the Global Climate 2023* (Genève, 2024).

<sup>5</sup> *Financing for Sustainable Development Report 2024: Financing for Development at a Crossroads* (publication des Nations Unies, 2024).

<sup>6</sup> Organisation des Nations Unies, « Child rights mainstreaming », note d'orientation du Secrétaire général, juillet 2023.

des principes directeurs spécifiques sur la transversalisation et le renforcement des droits de l'enfant dans le cadre des activités de toutes les entités des Nations unies, notamment la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et des programmes à tous les niveaux. Par ailleurs, en 2023, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a publié un rapport sur l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'enfance<sup>7</sup>, dans lequel il appelle à un changement de paradigme pour que les donateurs investissent dans des institutions et des infrastructures centrées sur l'enfant. Les donateurs doivent abandonner les subventions liées à des projets au profit d'un financement prévisible et à grande échelle qui peut contribuer à renforcer la capacité des pays de réaliser les droits des enfants à plus long terme. L'importance de cette approche intégrée du financement du développement est mise en évidence par les 86 pays qui ont adopté des cadres de financement nationaux intégrés pour rapprocher les systèmes de planification et de financement et renforcer les mécanismes de financement du développement durable au niveau national.

6. Le Secrétaire général a appelé les États Membres à « élargir et renforcer la participation des jeunes à la prise des décisions à tous les niveaux » (voir [A/77/CRP.1/Add.2](#)). Plusieurs pays ont créé un parlement des enfants ou des jeunes et l'UNICEF travaille en partenariat avec Save the Children International, Plan International et d'autres acteurs pour aider les pays à identifier des espaces et des plateformes sûrs gérés par des enfants ou des jeunes, que ceux-ci peuvent utiliser pour participer au processus d'examen national volontaire dans leur pays. Les contributions et les observations des enfants et des jeunes sont recueillies en temps réel grâce à des outils tels que U-Report et diffusées dans le cadre de forums intergouvernementaux clés tels que le forum de la jeunesse du Conseil économique et social, le sommet mondial d'action des enfants et des jeunes des petits États insulaires en développement, le forum de la jeunesse de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral et le Sommet de l'avenir, offrant ainsi au système des Nations Unies de précieuses occasions de prendre en considération la voix des enfants et des jeunes et d'amplifier leur message.

## **B. Promotion de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant**

7. Près de 35 ans après l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, ceux-ci sont encore touchés de manière disproportionnée par de multiples crises et continuent de voir leurs droits bafoués : l'accès à la santé, à l'éducation et à la protection sociale leur est refusé, ils sont victimes de violence, de maltraitance, d'exploitation et de négligence, ils souffrent de la discrimination et de l'exclusion et ils sont privés de leur liberté d'expression et de pensée et de leur droit à la vie privée et à la réunion pacifique. Seule une fraction d'entre eux se manifeste et demande réparation, et un nombre encore plus restreint obtient un recours efficace. Dans le monde, les enfants sont trop souvent considérés comme des êtres passifs sous la garde des adultes, plutôt que comme des personnes à part entière titulaires de droits.

8. Les enfants voient toujours l'exercice de leurs droits entravé par une discrimination multiple fondée sur des facteurs tels que l'âge, le sexe, le handicap, l'origine autochtone, l'appartenance ethnique, le statut de minorité, le statut de migrant, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. De nombreux enfants sont concernés par plusieurs de ces facteurs, ce qui les expose à une discrimination composée et aggrave les violations de leurs droits. Il est donc essentiel de cerner les

---

<sup>7</sup> UNICEF, *Progress on Children's Well-Being: Centring Child Rights in the 2030 Agenda – For Every Child, A Sustainable Future* (New York, 2023).

causes profondes des inégalités et de l'injustice et d'y remédier, que ce soit par l'intermédiaire de lois, d'institutions, de politiques, de programmes, d'attitudes ou de pratiques.

9. Les enfants les plus marginalisés sont souvent les plus susceptibles d'être privés de leurs droits pendant les conflits et les crises. Par exemple, les programmes d'enseignement à distance mis en place lorsque les écoles étaient fermées du fait de la COVID-19 étaient souvent insuffisamment accessibles aux enfants en situation de handicap, et dans 97 % des cas de violences sexuelles graves commises contre des enfants dans le cadre de conflits entre 2016 et 2020, les victimes étaient des filles<sup>8</sup>. La multiplication des crises humanitaires a rendu la protection des droits de l'enfant d'autant plus urgente, mais on a au contraire assisté à un rejet de ces droits dans le monde. Cette tendance alarmante menace de saper les principes, normes et obligations internationaux établis en matière de droits de l'enfant.

10. Les conflits, la pauvreté et les changements climatiques continuent de forcer des millions d'enfants à fuir leur foyer en quête de sécurité et d'un avenir meilleur. Bien trop d'enfants déplacés doivent faire face au danger, à la privation, à la discrimination et à la mise en détention au cours de leur voyage. L'écart entre les besoins et les ressources disponibles se creuse. L'aide humanitaire a augmenté de 4,8 % entre 2022 et 2023, mais l'aide publique au développement consacrée à l'aide aux réfugiés dans les pays donateurs a pour sa part diminué de 6,2 % au cours de la même période. Les experts des Nations Unies ont exprimé leur inquiétude quant aux conséquences pour les enfants du nouveau pacte de l'Union européenne sur la migration et l'asile<sup>9</sup>, soulignant que les États Membres doivent explicitement interdire la détention d'enfants immigrants<sup>10</sup>. Il est essentiel que ces réformes soient mises en œuvre en accordant une place centrale à la protection et en s'appuyant sur des cadres juridiques qui garantissent l'intérêt supérieur des enfants.

11. L'adoption d'une approche axée sur les droits de l'enfant, adossée à la Convention, reste d'une importance critique pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la promesse de ne laisser personne de côté. Les entités des Nations Unies continuent de promouvoir la ratification universelle des Protocoles facultatifs à la Convention et de collaborer avec les mécanismes des Nations Unies chargés des droits humains, notamment le Comité des droits de l'enfant, ainsi qu'avec les institutions nationales des droits humains, afin de faire progresser le respect de l'ensemble des droits des enfants.

### **C. Coopération avec des partenaires et mobilisation de ressources en faveur des enfants**

12. En 2023, le montant de l'aide publique au développement en provenance des membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques a atteint un niveau record pour la cinquième année consécutive. Le montant total de l'aide en 2023 a augmenté d'un tiers par rapport aux chiffres de 2019, reflétant l'aide supplémentaire fournie au titre de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine. L'aide internationale fournie par des donateurs officiels a augmenté en 2023 pour atteindre un nouveau record de 223,7 milliards de dollars, contre 211 milliards de dollars en 2022. L'augmentation du montant net de

<sup>8</sup> Voir (en anglais uniquement) : <https://www.unicef.org/protection/gender-based-violence-in-emergencies>.

<sup>9</sup> Commission européenne, Pacte sur la migration et l'asile, 21 mai 2024.

<sup>10</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Child immigration detention must be prohibited following adoption of EU migration and asylum pact, UN experts say », communiqué de presse, 2 mai 2024.

l'aide publique au développement provenant des pays membres du Comité d'aide au développement est due à l'aide humanitaire (augmentation de 5 %) et aux contributions aux budgets de base des organisations multilatérales (augmentation de 4 %). Seuls cinq pays ont dépassé l'objectif fixé par l'ONU de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement, mais ce chiffre est en augmentation au niveau mondial. Une grande partie de l'aide a pris la forme de subventions réservées à des fins spécifiques, en particulier aux situations d'urgence, et une partie de ces fonds a été versée par l'intermédiaire d'entités des Nations Unies<sup>11</sup>.

13. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et d'autres crises mondiales, le Partenariat programmatique mondial et les grands organismes de financement chargés de réaliser une variété de mandats thématiques ciblés sont devenus des partenaires de plus en plus essentiels pour les entités des Nations Unies dans le cadre de l'action au service des enfants. Par exemple, l'UNICEF a travaillé en étroite collaboration avec d'autres membres clés de l'Alliance Gavi afin de rétablir les systèmes de vaccination systématique des enfants et d'atteindre un plus grand nombre d'enfants « zéro dose ». L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF seront chargées des projets fondés grâce à une nouvelle subvention de 500 millions d'euros accordée par la Fondation Bill & Melinda Gates à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, qui compte ces trois organisations parmi ses partenaires essentiels. En collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation et Éducation sans délai, l'UNICEF et d'autres organisations s'efforcent de résoudre la crise mondiale de l'apprentissage, d'élargir l'accès à l'éducation et de faire en sorte que les enfants, en particulier les filles, restent à l'école plus longtemps, souvent dans les contextes les plus sensibles. Avec l'aide du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'ONU est intervenue pour maintenir l'approvisionnement en médicaments vitaux dans des situations de conflit, notamment en Ukraine, a fait en sorte que des millions d'enfants au Soudan du Sud bénéficient de la protection d'une moustiquaire antipaludique et a amélioré l'accès aux traitements contre le VIH pour les adolescentes en Afrique orientale et australe.

14. Dans l'ensemble du système des Nations Unies, plusieurs partenariats importants ont été mis en place pour favoriser la réalisation des objectifs de développement durable liés aux enfants et d'appuyer la réalisation de l'ensemble des droits civils, politiques, culturels, économiques et sociaux des enfants, notamment grâce aux technologies numériques, qui pourraient permettre d'atteindre plus rapidement deux tiers des cibles des objectifs de développement durable. Par exemple, Giga, une initiative menée par l'UNICEF et l'Union internationale des télécommunications visant à connecter chaque école à Internet en fournissant des solutions de connectivité libres et un appui technique aux gouvernements, était opérationnelle dans 30 pays en 2023. Dans les Caraïbes orientales, Giga s'est associé aux ministères de l'éducation pour assurer la collecte et la représentation visuelle de données et la promotion de la connectivité dans plus de 1 800 écoles<sup>12</sup>.

15. En Zambie, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNICEF ont mené des activités conjointes qui ont produit des résultats importants en vue de la mise en place d'un cadre de financement national intégré pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable relatifs aux droits de l'enfant. En Libye, l'UNICEF, le PNUD, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont mis en œuvre conjointement

---

<sup>11</sup> Organisation de coopération et de développement économiques, « International aid rises in 2023 with increased support to Ukraine and humanitarian needs », communiqué de presse, 11 avril 2024.

<sup>12</sup> UNICEF, « Country office annual report 2023: Eastern Caribbean area », 2023.

un programme, financé par le Fonds pour la consolidation de la paix du Secrétaire général, ayant pour objectif la stabilisation et le relèvement des municipalités du sud, en collaboration avec des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, dans le cadre duquel des ateliers de formation aux compétences de la vie courante destinés aux adolescents ont été organisés dans des centres de jeunesse et des espaces adaptés aux enfants. Avec l'aide de l'UNICEF, 71 pays ont collaboré avec les partenaires de développement internationaux et le secteur privé en vue de mobiliser des ressources en faveur des services sociaux en 2022, contre 55 pays en 2021<sup>13</sup>.

## D. Suivi des progrès

16. En s'appuyant sur le cadre pour la réalisation des objectifs de développement durable, les parties prenantes nationales, régionales et internationales ont redoublé d'efforts pour produire des données comparables à l'échelle mondiale afin de suivre les progrès réalisés en matière de droits et de bien-être des enfants. Les entités des Nations Unies ont continué d'aider les organismes nationaux de statistique et les partenaires extérieurs du programme d'enquêtes à produire des données statistiquement fiables et comparables au niveau international sur la situation des enfants et des femmes dans le monde. Le programme d'enquêtes en grappes à indicateurs multiples créé par l'UNICEF recueille désormais des données sur 40 indicateurs des objectifs de développement durable relatifs aux enfants et aux ménages et touche à de nouvelles questions qui concernent de plus en plus les enfants, telles que la santé mentale. Les gouvernements et les partenaires s'efforcent de répondre à la demande croissante de données et d'analyses nationales et infranationales de qualité, par exemple en mesurant la pauvreté touchant les enfants et en effectuant des simulations sur les pertes d'apprentissage et la mortalité afin d'estimer le coût de l'inaction.

17. Les entités des Nations Unies ont lancé de multiples initiatives stratégiques visant à améliorer la disponibilité et la qualité des données sur les indicateurs relatifs aux enfants. L'UNICEF a dirigé l'élaboration de la classification internationale de la violence contre les enfants, en consultation avec des organisations internationales, des organismes nationaux de statistique et des établissements universitaires. Adoptée par la Commission de statistique en 2023, cette classification constitue un outil essentiel pour recenser et classer les actes de violence à l'encontre des enfants d'une manière comparable au niveau international, permettant ainsi aux pays de collaborer plus efficacement en vue de comprendre et relever les défis multiformes liés à la violence<sup>14</sup>.

18. Les gouvernements, les entités des Nations Unies et les partenaires ont renforcé leur collaboration en vue de l'adoption de nouvelles méthodes de collecte de données et d'approches analytiques innovantes dans le cadre des enquêtes représentatives au niveau national ou d'autres systèmes nationaux de données et de statistique, afin d'obtenir des informations plus approfondies sur la situation des enfants. L'UNICEF, en collaboration avec l'Agence des États-Unis pour le développement international et d'autres partenaires, a mis au point l'Indice des risques climatiques pour les enfants, qui offre une vue d'ensemble de l'exposition des enfants à divers chocs climatiques et écologiques et de leur vulnérabilité, afin d'orienter les actions de façon à donner la priorité aux enfants les plus exposés aux changements climatiques<sup>15</sup>. L'OMS, l'UNICEF et Children in All Policies 2030 ont également mis au point un tableau de

<sup>13</sup> UNICEF, *Rapport annuel de l'UNICEF 2023* (New York, 2024).

<sup>14</sup> UNICEF, *International Classification of Violence against Children* (New York, 2023).

<sup>15</sup> UNICEF, « Children's Climate Risk Index-Disaster Risk Model (CCRI-DRM) subnational risk assessment », s. d.

bord sur la santé et le bien-être des enfants qui évalue les progrès réalisés par les pays sur des dizaines d'indicateurs de résultats et d'indicateurs relatifs aux politiques et à des situations particulières, afin de faciliter le suivi et l'analyse de ces données à l'appui de la mise en œuvre de la Convention<sup>16</sup>.

19. Bien que de grands progrès aient été réalisés au cours de la dernière décennie pour ce qui est de mesurer l'avancement de la réalisation des cibles liées aux objectifs de développement durable dans plusieurs secteurs, les données disponibles demeurent lacunaires. Par conséquent, il reste nécessaire d'enrichir les données factuelles destinées à la planification stratégique, d'effectuer la programmation adaptative d'une façon qui soit durable à grande échelle et de mener un suivi en temps réel, et d'améliorer les politiques fondées sur des données probantes et les mesures de sensibilisation nécessaires pour protéger et promouvoir les droits et le bien-être des enfants.

## **E. Participation et voix des enfants**

20. En 2023, près de 30 % de la population mondiale avait moins de 18 ans, ce qui représente la plus grande génération de jeunes de l'histoire. Cependant, les enfants et les jeunes ont peu d'influence sur les décisions qui détermineront leur avenir, puisque moins de 3 % des parlementaires dans le monde ont moins de 30 ans<sup>17</sup>. Malgré cela, les enfants se mobilisent pour défendre les droits humains, appeler à la fin des guerres et des conflits, mener des campagnes en faveur de l'action climatique et exiger des dirigeants du monde qu'ils créent des sociétés plus justes, plus sûres, plus démocratiques et plus inclusives.

21. Dans son rapport de janvier 2024, la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains a décrit les violations des droits humains à l'encontre des enfants et des jeunes défenseurs et défenseuses des droits humains, ainsi que les obstacles juridiques, structurels et sociétaux qui entravent leur participation à l'espace civique (voir [A/HRC/55/50](#)). Par rapport aux jeunes, les enfants doivent faire face à des restrictions juridiques et administratives supplémentaires qui les empêchent de participer pleinement aux processus de prise de décisions politiques et publiques. Tandis que les menaces qui pèsent sur les démocraties du monde entier ne cessent de croître, les obstacles et les violations des droits se multiplient, en particulier pour les filles et les enfants de genre non conforme aux catégories établies<sup>18</sup>.

22. Dans le même temps, de plus en plus d'initiatives gouvernementales voient le jour pour soutenir la participation des enfants à la prise de décisions. Par exemple, l'Irlande a lancé le cadre national pour la participation des enfants et des jeunes à la prise de décisions<sup>19</sup>, conçu pour faciliter l'inclusion des enfants dans la prise de décision en matière de politiques, de programmes et de services liés à des questions qui les concernent directement. Au Brésil, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets a aidé la municipalité de Belo Horizonte à prendre en compte le point de vue des enfants dans le cadre de la planification urbaine et a promu

---

<sup>16</sup> UNICEF, tableau de bord sur la santé et le bien-être des enfants, consulté en juin 2024. Disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : <https://data.unicef.org/resources/child-health-and-well-being-dashboard/>.

<sup>17</sup> Voir <https://www.ipu.org/fr/impact/participation-des-jeunes/donnees-sur-la-representation-des-jeunes>.

<sup>18</sup> Voir ONU Info, « High Commissioner reports sharp decline in respect for children's rights », 16 janvier 2023.

<sup>19</sup> Disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : <https://hubnanog.ie/participation-framework/>.

les bonnes pratiques à même de créer une ville adaptée aux enfants. L'enquête « The Europe Kids Want » (l'Europe que les enfants veulent) a permis de recueillir les vues de plus de 9 200 enfants âgés de 10 à 18 ans vivant dans l'Union européenne sur leurs priorités à l'approche des élections au Parlement européen de juin 2024<sup>20</sup>.

23. Internet continue d'offrir aux enfants davantage de possibilités de faire entendre leur voix, et les médias sociaux restent le principal moyen d'expression et de participation. La plateforme numérique U-Report de l'UNICEF a connu une croissance de 72 % entre 2022 et 2023, atteignant 33,4 millions d'enfants et de jeunes inscrits dans le monde<sup>21</sup>. En parallèle, les espaces en ligne peuvent également être le théâtre de calomnies, de propagande, de cyberharcèlement et de diffamation à l'encontre des enfants et des jeunes qui défendent les droits humains (ibid.), autant de problèmes auxquels il convient de s'attaquer de toute urgence.

24. Les enfants et les jeunes continuent de mener la charge contre les changements climatiques et ont remporté des victoires importantes. Les jeunes du Pacifique ont demandé, avec succès, qu'on sollicite un avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur les obligations des États en matière de changements climatiques, qui est attendu prochainement<sup>22</sup>. L'association Pacific Island Students Fighting Climate Change (étudiants des îles du Pacifique en lutte contre les changements climatiques) a dirigé la campagne de la société civile qui a incité le Premier Ministre de Vanuatu à présenter un projet de résolution visant à donner suite à cette demande, qui a été adopté par l'Assemblée générale en mars 2023 (résolution 77/276).

### **III. Progrès accomplis sur la voie des quatre grands objectifs poursuivis dans le cadre de l'initiative « Un monde digne des enfants »**

#### **A. Promotion de vies saines**

25. La santé et le bien-être des enfants sont au cœur du Programme 2030. Plus les enfants sont en bonne santé et en sécurité, plus il est probable que des progrès remarquables et durables puissent être réalisés. En 2022, le nombre annuel de décès d'enfants de moins de 5 ans est tombé à un niveau record de 4,9 millions. Cependant, ce chiffre reste terriblement élevé. Près de la moitié de ces enfants sont morts au cours du premier mois de leur vie, ce qui signifie qu'environ 6 300 nouveau-nés meurent chaque jour<sup>23</sup>.

26. Si les tendances actuelles se maintiennent, 59 pays risquent de ne pas atteindre la cible liée à la mortalité des moins de 5 ans (indicateur 3.2.1), et on estime que près de 35 millions d'enfants mourront avant leur cinquième anniversaire d'ici à 2030. Encore davantage de pays, au nombre de 64, risquent de ne pas atteindre la cible liée à la mortalité néonatale (indicateur 3.2.2). En outre, environ 16 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes âgés de 5 à 24 ans pourraient perdre la vie d'ici à 2030.

<sup>20</sup> Child Fund Alliance et autres, « Our rights. Our future. The Europe we want: children's recommendations to European Union decision makers », 2024.

<sup>21</sup> Voir (en anglais uniquement) : <https://ureport.in/>.

<sup>22</sup> Voir : <https://www.wy4cj.org/the-resolution>.

<sup>23</sup> UNICEF, base de données sur la mortalité néonatale, disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : <https://data.unicef.org/topic/child-survival/neonatal-mortality>.

27. Près d'un tiers des décès d'enfants de moins de 5 ans sont dus à la pneumonie, à la diarrhée et au paludisme<sup>24</sup>, qui peuvent être évités et traités grâce à des soins de santé et des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous (WASH) peu coûteux et adaptés aux enfants. D'importantes lacunes en matière d'accès subsistaient toutefois en 2022, en partie à cause des effets persistants de la pandémie de COVID-19 sur l'accès aux services de santé essentiels. La couverture vaccinale mondiale en 2022 s'est rapprochée des niveaux d'avant la pandémie, mais les efforts visant à atteindre les 86 millions d'enfants qui n'ont pas été vaccinés entre 2019 et 2022 ont été principalement centrés sur les grands pays et les régions autres que l'Afrique<sup>25</sup>.

28. Ces faits mettent en évidence les inégalités auxquelles font face les enfants et les adolescents, qui font que les personnes les plus vulnérables risquent d'être laissées de côté. On estime que 350 à 500 millions d'enfants vivent dans des taudis et des implantations sauvages, où ils ont moins de chances de survivre jusqu'à leur cinquième anniversaire que les enfants vivant dans d'autres zones urbaines. La couverture mondiale du vaccin contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos (DCT3) était de 83 % en 2022, mais des régions clés accusent toujours des retards : seuls 69 % des enfants et des adolescents ont reçu le DCT3 en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. De même, l'accès aux soins de santé mentale essentiels est souvent inexistant dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, ce qui empêche les enfants et les adolescents de grandir dans un environnement nourricier et sûr et de réaliser leur plein potentiel à l'âge adulte. Les maladies et les blessures traitables causent des millions de décès chez les enfants et les jeunes dans le monde entier, en particulier dans les pays dont le système de santé est moins solide<sup>26</sup>.

29. De nouveaux vaccins contre le paludisme sont porteurs d'espoir, en particulier dans les régions où la mortalité infantile liée à cette maladie est élevée. Toutefois, dans le même temps, les changements climatiques risquent d'exacerber ces menaces, car des conditions plus chaudes et plus humides sont propices à la propagation du paludisme et d'autres maladies à transmission vectorielle telles que la dengue<sup>27</sup>.

30. En 2023, l'UNICEF, guidé par la Convention et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, a publié sa Vision pour le développement des jeunes enfants<sup>28</sup>. Les gouvernements font des progrès dans la mise en place de politiques multisectorielles, de services intégrés et de programmes de soutien aux parents et aux personnes ayant la charge d'enfants en vue d'accélérer l'obtention de résultats en faveur des jeunes enfants, notamment dans les situations de crise humanitaire. Les profils de pays de 2023 concernant le développement des jeunes enfants indiquent qu'à ce jour, 89 pays ont adopté des politiques ou des plans d'action multisectoriels en la matière<sup>29</sup>. En outre, avec l'aide de l'UNICEF, 37 pays ont soutenu le travail domestique en adoptant des politiques favorables à la famille et 82 pays ont intégré des services de développement des jeunes enfants dans les soins de santé primaires.

31. Au cours des dernières décennies, le monde a réalisé d'importants progrès s'agissant de mettre fin à la malnutrition. Les retards de croissance des enfants ont

---

<sup>24</sup> Groupe interorganisations pour l'estimation de la mortalité juvénile, *Levels and Trends in Child Mortality: Report 2023 – Estimates developed by the United Nations Inter-Agency Group for Child Mortality Estimation* (New York, UNICEF, 2024).

<sup>25</sup> UNICEF, base de données sur la vaccination, disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : <https://data.unicef.org/topic/child-health/immunization/>.

<sup>26</sup> OMS, « Adolescent and young adult health », 28 avril 2023.

<sup>27</sup> OMS, « Changement climatique », 12 octobre 2023.

<sup>28</sup> UNICEF, « Early childhood development: UNICEF vision for every child », juillet 2023.

<sup>29</sup> UNICEF, *Profils de pays pour le développement de la petite enfance* (2023).

diminué de plus de 40 % depuis 1990, ce qui signifie que le nombre d'enfants souffrant de sous-alimentation chronique a diminué de 110 millions<sup>30</sup>. La proportion d'enfants bénéficiant d'un allaitement maternel exclusif a augmenté et est sur le point d'atteindre l'objectif fixé pour 2025. Des écarts importants subsistent néanmoins. Les inégalités croissantes, les conflits, les crises climatiques, les aliments et régimes alimentaires peu chers et pauvres en nutriments, le marketing nocif d'aliments et de boissons ultratransformés et les pratiques alimentaires et diététiques sous-optimales limitent l'accès des enfants aux aliments nutritifs dont ils ont besoin pour survivre, grandir et se développer.

32. On estime qu'environ 200 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de dénutrition et 136 millions d'enfants âgés de 5 à 10 ans sont en situation de surpoids ou d'obésité<sup>31</sup>. La grave pauvreté alimentaire des enfants, qui désigne l'incapacité des enfants d'accéder à un régime alimentaire nutritif et diversifié pendant la petite enfance, touche 181 millions d'enfants de moins de 5 ans et reste le principal facteur de malnutrition des enfants, augmentant le risque de mortalité, de retards de croissance et de développement insuffisant chez les enfants.

33. L'UNICEF a pris la tête de l'action mondiale visant à mettre fin à la pauvreté alimentaire des enfants et à réduire le triple fardeau de la malnutrition, tout en préservant les progrès obtenus à grand prix en matière de nutrition. En 2023, les programmes de prévention du retard de croissance menés par l'UNICEF ont bénéficié à plus de 434,4 millions d'enfants de moins de 5 ans, de femmes enceintes et de mères allaitantes. Les programmes de prévention, de détection et de traitement précoces de l'émaciation ont permis d'aider plus de 210,2 millions d'enfants, dont 9,3 millions d'enfants souffrant d'émaciation sévère qui ont reçu un traitement salvateur, parmi lesquels 6 millions vivaient dans les 15 pays les plus durement touchés par la crise alimentaire et nutritionnelle mondiale. Le PAM et l'UNICEF ont renouvelé leur partenariat afin d'optimiser les protocoles de prévention et de traitement de l'émaciation chez l'enfant et d'amplifier les résultats des efforts conjoints. De plus, les programmes pour la prévention de la malnutrition pendant la moyenne enfance et l'adolescence soutenus par l'UNICEF ont permis d'atteindre 122,8 millions d'enfants et d'adolescents d'âge scolaire<sup>32</sup>.

34. Ces résultats témoignent de l'engagement de l'ONU à renforcer les systèmes alimentaires, notamment au moyen de réglementations plus strictes visant à protéger et à promouvoir l'accès des enfants à des aliments nutritifs, à des environnements alimentaires plus sains et à de meilleures pratiques alimentaires. Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable a désigné la transformation des systèmes alimentaires comme un domaine d'action clé, comme en témoigne l'appel à l'action pour une transformation accélérée des systèmes alimentaires<sup>33</sup> lancé par le Secrétaire général en juillet 2023 lors de la Réunion-bilan deux ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Parallèlement, les mesures visant à renforcer l'accès à la protection sociale allègent le fardeau des familles pauvres pour ce qui est d'offrir à leurs enfants des aliments nutritifs. Les efforts visant à intégrer les mesures de prévention, de détection et de traitement précoces de l'émaciation aux soins courants et à autonomiser les communautés et les mères se sont traduits par la prise en charge de millions d'enfants supplémentaires. Ces mesures sont également le fruit d'une mobilisation efficace des ressources, notamment par l'intermédiaire du

<sup>30</sup> UNICEF, OMS et Groupe de la Banque mondiale, « Levels and trends in child malnutrition: UNICEF/WHO/World Bank Group joint child malnutrition estimates – key findings of the 2023 edition » (New York, UNICEF et OMS, 2023).

<sup>31</sup> Ibid.

<sup>32</sup> UNICEF, *Rapport annuel de l'UNICEF 2023*.

<sup>33</sup> Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, « Secretary-General's call to action for accelerated food systems transformation (FST) », 26 juillet 2023.

Fonds pour la nutrition de l'enfant, un mécanisme de financement innovant visant à renforcer la gouvernance au niveau mondial et national en vue de faciliter la prévention, la détection et le traitement précoces de l'émaciation.

35. Au cours des dernières décennies, le monde a fait des progrès en matière d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous gérés de façon sûre : depuis 2000, 2,1 milliards de personnes ont pu accéder à de l'eau potable gérée de façon sûre et 2,5 milliards de personnes ont accédé à des services d'assainissement gérés de façon sûre. Cependant, 2,2 milliards de personnes ne disposent toujours pas d'eau potable gérée de façon sûre, 3,4 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires gérées de façon sûre et 2 milliards n'ont pas accès à une installation élémentaire pour se laver les mains à l'eau et au savon. Aucune région n'est en passe d'atteindre l'objectif d'accès universel d'ici à 2030, et il existe de grandes inégalités d'accès entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci<sup>34</sup>.

36. La charge de morbidité imputable à une mauvaise qualité de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène reste inacceptable : chaque jour, près de 4 000 personnes, dont plus de 1 000 enfants de moins de 5 ans, meurent de maladies dues à ces problèmes<sup>35</sup>. Le nombre d'enfants touchés par les conflits n'a jamais été aussi élevé, ce qui perturbe gravement leur accès à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène sûrs. De plus, les maladies liées à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène tuent plus d'enfants que la violence due aux conflits ouverts<sup>36</sup>. Du fait des changements climatiques, 739 millions d'enfants sont exposés à une pénurie d'eau grave ou extrême et 436 millions d'enfants vivent dans des zones à forte ou extrêmement forte vulnérabilité hydrique<sup>37</sup>. Le réchauffement climatique aggrave les risques de sécheresse et d'inondation et rend ces phénomènes plus dévastateurs et plus fréquents.

## B. Offre d'un enseignement de qualité

37. Même avant le début de la pandémie de COVID-19, la plupart des pays n'étaient pas en voie d'atteindre les cibles de l'objectif 4, et seulement un sixième d'entre eux sont actuellement en passe de réaliser l'accès universel à une éducation de qualité à l'horizon 2030<sup>38</sup>. Les fermetures d'écoles dans les premiers temps de la pandémie ont été très préjudiciables à l'éducation des enfants, entraînant des pertes d'apprentissage dans environ 80 % des 104 pays dans lesquels les niveaux d'apprentissage ont été mesurés<sup>39</sup>. Dans le monde, deux tiers des enfants de 10 ans ne savent pas lire un texte simple<sup>40</sup>. Pour redresser la barre, 1,4 million d'enfants supplémentaires doivent être inscrits dans l'enseignement préprimaire chaque année et le taux actuel d'achèvement de l'enseignement primaire doit être multiplié par trois.

38. Depuis 2016, le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école qui ont besoin d'un soutien éducatif en raison des crises a presque triplé pour atteindre 224 millions, dont 127 millions d'enfants qui sont scolarisés mais n'atteignent pas un niveau de base en termes d'alphabétisme ou de numératie. Dans le monde, plus de 600 millions

<sup>34</sup> UNICEF et OMS, *Progress on Household Drinking Water, Sanitation and Hygiene 2000–2022: Special Focus on Gender* (New York, 2023).

<sup>35</sup> UNICEF, « Triple threat: how disease, climate risks, and unsafe water, sanitation and hygiene create a deadly combination for children » (New York, 2023).

<sup>36</sup> UNICEF, « Water under fire: the role of water in conflicts around the world », 21 octobre 2023.

<sup>37</sup> UNICEF, *The Climate-Changed Child: A Children's Climate Risk Index Supplement* (New York, 2023).

<sup>38</sup> Voir (en anglais uniquement) : [https://sdgs.un.org/goals/goal4#progress\\_and\\_info](https://sdgs.un.org/goals/goal4#progress_and_info).

<sup>39</sup> Ibid.

<sup>40</sup> Ibid.

d'enfants n'ont pas atteint un niveau de compétence minimal pour leur âge en lecture et en mathématiques, bien que deux sur trois d'entre eux soient scolarisés<sup>41</sup>.

39. Les progrès réalisés en matière d'accès des filles à l'éducation ont été largement célébrés, mais le fait qu'on approche de la parité des genres au niveau mondial masque d'importantes disparités entre filles et garçons dans un certain nombre de pays. Par exemple, moitié moins de filles que de garçons sont en mesure de terminer le premier cycle de l'enseignement secondaire dans des pays tels que le Bénin, le Tchad, le Mali et le Niger, tandis que les filles sont 25 % plus nombreuses que les garçons à y parvenir dans des pays tels que l'Algérie, Kiribati et Tuvalu<sup>42</sup>. En particulier, quatre filles et jeunes femmes sur cinq en âge d'aller à l'école en Afghanistan ne sont plus scolarisées depuis que l'accès à l'éducation a été suspendu pour les femmes et les filles de plus de 12 ans<sup>43</sup>. Étant donné que des disparités supplémentaires persistent dans le monde entier, à cause de facteurs tels que le statut socio-économique, le lieu de résidence (rural ou urbain), le handicap, l'appartenance ethnique, l'origine autochtone, la langue maternelle, le statut migratoire et les effets des conflits et autres crises humanitaires, il est urgent d'accorder une attention continue à l'amélioration de l'équité en matière d'éducation.

40. La transformation des systèmes éducatifs pour mieux servir les droits des enfants est essentielle à la réalisation des objectifs mondiaux. En 2022, 141 pays ont pris des engagements en ce sens lors du Sommet sur la transformation de l'éducation. Le système des Nations Unies investit fortement dans le soutien à l'éducation dans les situations d'urgence. L'UNICEF à lui seul dépensera environ 1,08 milliard de dollars pour l'éducation dans les situations de crise humanitaire en 2023. Joignant ces questions transversales avec celle de la transformation numérique, le programme phare d'apprentissage numérique de l'UNICEF, le Passeport pour l'apprentissage, offre désormais une éducation ininterrompue aux réfugiés et aux enfants vivant dans des zones touchées par des conflits ou des catastrophes dans 40 pays. En Pologne, par exemple, le Passeport pour l'apprentissage pour l'Ukraine a été intégré à la plateforme nationale d'apprentissage numérique et offre aux enseignants une formation sur la manière de répondre aux besoins psychosociaux des réfugiés ukrainiens.

41. En outre, l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO et l'UNICEF, pour promouvoir les objectifs prioritaires que sont l'équité et l'inclusion dans le domaine de l'éducation, ont dispensé conjointement une formation sur les fondements de la planification de l'éducation soucieuse de l'inclusion des personnes handicapées, organisée au bénéfice du personnel des ministères de l'éducation du Nigéria et de la Somalie en 2023, à laquelle 81 personnes ont participé<sup>44</sup>.

42. Ces dernières années, les États Membres ont démontré leur volonté de transformer leurs systèmes éducatifs. Par exemple, Malte a mis en place des programmes innovants, concernant notamment la numérisation de l'enseignement, et a mis davantage l'accent sur la lutte contre l'érosion des effectifs dans le domaine de l'éducation, sur la formation et sur le développement professionnel continu des enseignants, afin d'élever la qualité de l'éducation et l'engagement des étudiants et de garantir l'alignement sur les normes de qualité nationales et le cadre d'assurance qualité du pays. En parallèle, le Ministère de l'éducation se prépare à lancer une

<sup>41</sup> Voir : [www.unicef.org/fr/education](http://www.unicef.org/fr/education).

<sup>42</sup> Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Base de données sur les inégalités dans le monde en matière d'éducation, disponible à l'adresse suivante (en anglais) : [www.education-inequalities.org/](http://www.education-inequalities.org/).

<sup>43</sup> UNESCO, « Éducation pour les filles afghanes ! », 18 janvier 2023.

<sup>44</sup> Voir (en anglais) [www.iiep.unesco.org/sites/default/files/information\\_note\\_inclusive\\_2022.pdf](http://www.iiep.unesco.org/sites/default/files/information_note_inclusive_2022.pdf).

nouvelle stratégie éducative pour la période 2024-2030, axée sur le bien-être, la croissance et l'autonomisation, ainsi que sur l'équité et l'inclusion en tant que piliers fondamentaux. Au Ghana, des efforts ont été déployés pour améliorer le système éducatif, notamment grâce à la révision des programmes et la formation des enseignants, l'amélioration des infrastructures et la réforme de la gestion, la gratuité de l'enseignement secondaire supérieur et l'expansion du programme national d'alimentation scolaire.

43. Il est essentiel d'accélérer la réforme de l'éducation pour réaliser les droits de l'enfant. Cette réforme sera au cœur des réunions-bilan qui seront convoquées en 2024 par les entités des Nations Unies, telles que le Comité directeur de haut niveau ODD 4-Éducation 2030, et lors de l'examen des programmes scolaires par l'UNESCO, qui mettront l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage pratiques.

### **C. Protéger contre la maltraitance, l'exploitation et la violence**

44. L'escalade des conflits armés, les changements climatiques et les déplacements forcés d'une ampleur jamais vue multiplient les menaces pour les enfants. Les crises économiques et la pauvreté croissante, le recul général de l'égalité des genres et des droits de l'enfant et la politisation des phénomènes migratoires sapent les efforts de protection. Dans ce contexte, la réalisation des objectifs de développement durable liés à la protection de l'enfance a connu des progrès modestes et inégaux. Les progrès en matière d'élimination des pratiques néfastes (cible 5.3) ont été positifs mais insuffisants. Une jeune femme sur cinq âgée de 20 à 24 ans a été mariée alors qu'elle était enfant, contre près d'une sur quatre il y a dix ans, et 68 millions de mariages d'enfants ont été évités au cours des 25 dernières années. Néanmoins, il faudra 300 ans pour éliminer le mariage des enfants si les progrès se poursuivent au rythme actuel.

45. Pendant ce temps, les filles les plus vulnérables dans le monde sont laissées pour compte. Au rythme actuel, 9 millions de filles deviendront des enfants mariées au cours de la seule année 2030, pour la plupart d'entre elles en Afrique. Les mariages d'enfants se multiplient souvent en période de crise, comme en Éthiopie après la sécheresse dévastatrice de 2023, et les familles ont besoin de meilleures options. Il a été prouvé que la scolarisation des adolescentes, la réduction de la pauvreté, l'emploi et le développement économique étaient des facteurs d'augmentation de l'âge du mariage et d'amélioration de la santé des filles, de leur confiance en soi et de leur capacité d'agir. À l'inverse, le financement insuffisant des mesures éprouvées empêche les progrès, au même titre que la faiblesse des lois ou le laxisme de leur application. Compte tenu de ces faits, le Programme mondial visant à mettre fin aux mariages d'enfants, géré par l'UNICEF et le Fonds des Nations Unies pour la population, a offert des services de prévention et de prise en charge à 11 millions d'adolescentes en 2023 pour lutter contre le mariage des enfants.

46. De nouvelles données recueillies en 2024 indiquent que le taux de mutilations génitales féminines reste considérable et plus de 230 millions de femmes et de filles en vie aujourd'hui ont été victimes de ces pratiques<sup>45</sup>. Toutefois, dans les endroits où l'on constate des progrès en la matière, le rythme de ces progrès s'est accéléré ces dernières années. La moitié des progrès réalisés au cours des 30 dernières années sont intervenus au cours de la dernière décennie<sup>46</sup>. Les attitudes à l'égard des mutilations génitales féminines évoluent et environ deux tiers de la population des pays d'Afrique

---

<sup>45</sup> UNICEF, « Female genital mutilation: a global concern – 2024 update », 7 mars 2024.

<sup>46</sup> Ibid.

et du Moyen-Orient où ces pratiques ont lieu y sont opposés<sup>47</sup>. Les parlementaires gambiens ont rejeté un projet de loi visant à annuler une loi de 2015 interdisant les mutilations génitales féminines, réaffirmant ainsi leur engagement en faveur des droits humains, de l'égalité des genres et de la santé et du bien-être des filles et des femmes<sup>48</sup>. En 2023, l'UNICEF a offert à 603 000 filles et femmes des services de prévention et de protection contre les mutilations génitales féminines.

47. Pour garantir à toutes et tous une identité juridique(cible 16.9), notamment grâce à l'enregistrement des naissances, il est impératif de renforcer l'enregistrement des faits d'état civil et des statistiques de l'état civil. En garantissant l'enregistrement et la reconnaissance de la naissance de chaque enfant, les pays peuvent assurer l'égalité d'accès aux droits, aux services et aux perspectives d'avenir. Pour les enfants déplacés de force, l'enregistrement des naissances est essentiel pour prévenir et réduire l'apatridie et pour garantir l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation. Grâce à l'amélioration des registres et des statistiques de l'état civil dans différents pays, le taux d'enregistrement des naissances pour les enfants de moins de 5 ans est passé de 74 % en 2021 à 76 % en 2023. Néanmoins, à l'heure actuelle, un enfant de moins de 5 ans sur quatre n'est toujours pas enregistré, et le nombre total d'enfants dont la naissance n'a pas été enregistrée dépassera les 100 millions d'ici 2030 si les progrès ne s'accélèrent pas<sup>49</sup>.

48. En mars 2023, la Commission de statistique a adopté la classification internationale de la violence contre les enfants, qui permet la collecte de données comparables à l'échelle mondiale afin d'éclairer l'action et le suivi des objectifs au niveau mondial. Malgré un modeste recul, les châtiments corporels à l'égard des enfants et la violence au sein du couple demeurent largement acceptés dans les sociétés, ce qui empêche tout progrès dans la lutte contre la violence envers les enfants (cible 16.2). En 2022 et 2023, la République démocratique populaire lao, Maurice et la Zambie se sont joints aux pays interdisant les châtiments corporels à l'égard des enfants quel que soit le contexte<sup>50</sup>. Les organismes des Nations Unies s'efforcent d'intensifier les efforts de prévention et de lutte contre la violence à l'égard des enfants et des femmes, en aidant 4,5 millions d'enfants victimes de violences à accéder à des services de santé, des services sociaux et des services de justice ou de police.

49. En ce qui concerne l'accès à la justice (cible 16.3), la proportion d'enfants placés en détention semble avoir légèrement diminué, passant de 29 pour 100 000 en 2022 à 27 pour 100 000 en 2023. Toutefois, en raison de la montée de l'autoritarisme, des discours prônant l'intransigeance face à la délinquance et des mises en détention liées à la sécurité nationale et aux conflits, les progrès sont restés lents, et le manque de données disponibles pour de nombreux pays reste un problème.

50. Le nombre de conflits armés a continué d'augmenter dans le monde en 2023 : 25 situations et un dispositif de surveillance régional pour la région du bassin du lac Tchad sont désormais inclus dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (A/78/842-S/2024/384), un nombre qui n'a jamais été aussi élevé. En 2023, plus de 400 millions d'enfants, soit un sur cinq dans le monde, vivaient dans des zones de conflit ou les fuyaient. L'ONU a vérifié plus de 30 000 violations graves en 2023 à l'encontre de plus de 21 950 enfants, dont des faits de recrutement forcé d'enfants dans des forces ou groupes armés (cible 8.7). Lorsque les

<sup>47</sup> Ibid.

<sup>48</sup> Voir ONU Info, « The Gambia: UN salutes “monumental achievement” as lawmakers uphold FGM ban », 15 juillet 2024.

<sup>49</sup> UNICEF, base de données sur l'enregistrement des naissances, disponible à l'adresse suivante (en anglais uniquement) : <https://data.unicef.org/topic/child-protection/birth-registration>.

<sup>50</sup> Voir (en anglais) <https://endcorporalpunishment.org/global-progress/>.

parties à un conflit utilisent des explosifs dans des zones peuplées, 9 victimes sur 10 en moyenne sont des civils, dont beaucoup d'enfants. Les mines et restes explosifs de guerre continuent de tuer et de blesser des enfants dans le monde entier. En 2022, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a fourni une protection à quelque 8,4 millions d'enfants déplacés de force ou apatrides <sup>51</sup>. S'appuyant sur les enseignements tirés du Plan d'action conjoint pour les enfants réfugiés, le HCR et l'UNICEF ont établi un cadre de collaboration stratégique en 2023 pour promouvoir l'inclusion des enfants réfugiés dans les systèmes nationaux liés à la protection de l'enfance, à l'éducation, à la protection sociale, à l'eau, l'assainissement et l'hygiène et à la collecte de données, et pour renforcer la coopération en vue de mettre fin à l'apatridie chez les enfants. L'OIM et l'UNICEF ont également établi un cadre de collaboration stratégique et publié des orientations communes sur la prise en compte de la question des migrations dans le cadre des systèmes de protection de l'enfance.

51. Les stratégies fondées sur des données probantes pour faire progresser la réalisation des objectifs liés à la protection de l'enfance sont axées sur le renforcement de systèmes de protection de l'enfance inclusifs et résilients, notamment grâce aux capacités d'adaptation au climat, aux services adaptés aux personnes déplacées et à la planification anticipée, sur l'application à plus grande échelle des stratégies de changement social et comportemental, en particulier du soutien aux parents et de la mobilisation de la population en faveur de la prévention des pratiques néfastes, et sur les mesures visant à garantir que la protection des enfants est au cœur de l'action humanitaire.

## **D. Lutte contre le VIH et le sida**

52. Le nombre de nouvelles infections à VIH et de décès liés au sida a continué de diminuer au niveau mondial, ce qui représente une avancée dans la réalisation de la cible 3.3 (éliminer le sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030). Ces progrès sont liés à des efforts plus larges visant à lutter contre les inégalités et les injustices, à faire respecter les droits humains fondamentaux et à bâtir des communautés dynamiques et résilientes. Malheureusement, les effets persistants de la COVID-19 et les difficultés liées aux conflits et aux crises climatiques émergentes menacent la durabilité de la riposte au VIH et le bien-être des femmes, des adolescents et des enfants marginalisés et vulnérables.

53. Le Conseil économique et social a appuyé les mesures prises en conséquence par les gouvernements lorsqu'il a adopté la résolution [2023/30](#) sur le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), dans laquelle il a appelé à prendre des mesures urgentes et à établir des partenariats afin d'intensifier les programmes fondés sur des données probantes en faveur des enfants vivant avec le VIH et a exhorté les États Membres à s'attaquer aux obstacles politiques et structurels qui entravent l'intensification des services de prévention pour les adolescentes et les jeunes femmes.

54. En 2022, l'UNICEF, l'ONUSIDA et l'OMS ont convoqué l'Alliance mondiale pour mettre fin au sida chez les enfants afin de mobiliser les volontés politiques, une action et de ressources accrues aux niveaux mondial et national, en vue de mettre fin au sida chez les enfants d'ici à 2030.

55. Des pays se sont engagés à éliminer la transmission mère-enfant (transmission verticale) du VIH, de la syphilis et du virus de l'hépatite B dans le cadre d'une initiative plus large en faveur de services de santé intégrés. À ce jour, 18 pays et

---

<sup>51</sup> HCR, *Rapport global 2022* (Genève, 2022).

territoires ont éliminé les nouvelles transmissions verticales du VIH et plusieurs autres sont en passe d'y parvenir. Depuis 2000, les programmes visant à éliminer la transmission verticale du VIH ont eu un effet important sur la prévention des infections pédiatriques et ont sauvé la vie d'enfants et de leurs mères, ce qui avait permis d'éviter un total de 3,4 millions d'infections à VIH entre 2000 et 2022. Ils ont également permis de réduire de 58 % le nombre annuel de nouvelles transmissions verticales chez les enfants depuis 2010.

56. Toutefois, l'accès des femmes enceintes aux traitements antirétroviraux a atteint un plateau ces dernières années et la diminution du nombre de nouvelles infections chez les enfants s'est ralentie. En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, les programmes visant à éliminer la transmission verticale du VIH n'atteindront que 53 % des femmes enceintes ou allaitantes vivant avec le VIH en 2022, contre 82 % au niveau mondial. Bien que les facteurs contribuant à l'infection à VIH chez les nourrissons soient de mieux en mieux compris, notamment le manque d'accès aux traitements, l'interruption du traitement et les nouvelles infections pendant la grossesse et l'allaitement, une analyse plus stratégique et des actions ciblées sont nécessaires pour relever ces défis de manière efficace.

57. Un tiers des enfants nés de mères séropositives n'ont pas pu être diagnostiqués à temps, et de nombreux enfants séropositifs plus âgés n'ont jamais été testés. Le diagnostic manqué ou tardif du VIH chez les nourrissons et les enfants est l'une des principales raisons de la couverture thérapeutique comparativement faible et des taux élevés de décès liés au sida chez les enfants vivant avec le VIH. L'Afrique orientale et australe a atteint un taux de couverture de 83 % pour le diagnostic précoce chez les nourrissons, mais ce taux reste inférieur à 50 % dans d'autres régions pour lesquelles des données sont disponibles. Pour accroître la couverture, les gouvernements et les partenaires renforcent les systèmes de santé en vue de l'adoption et de l'intégration des méthodes de diagnostic précoce chez les nourrissons dans les centres de soin et d'autres stratégies de dépistage, afin que les enfants infectés par le VIH puissent être rapidement identifiés et orientés vers les services de traitement et de soins appropriés.

58. Comblar le fossé des traitements pédiatriques est une question cruciale d'équité et de droit. Dans les familles touchées par le VIH, la couverture du traitement est plus élevée chez les adultes que chez les enfants. Seuls 57 % des enfants et 66 % des adolescents ont accès à un traitement antirétroviral, contre 82 % des mères<sup>52</sup>. L'intégration des services de traitement du VIH pour les enfants et les adolescents dans les systèmes de soins de santé primaires est essentielle pour améliorer l'accès à des soins de qualité.

59. Des réseaux communautaires d'adolescents et de jeunes travaillent aux côtés des gouvernements et des parties prenantes pour trouver des moyens novateurs de réduire le risque d'infection par le VIH et d'autres menaces pour la santé en combinant et en reliant des services, notamment ceux liés à la violence fondée sur le genre, à la santé mentale, à la santé sexuelle et procréative, aux aides sociales en espèces et aux programmes "cash-plus", ainsi qu'aux programmes de scolarisation et de maintien à l'école, qui peuvent tous contribuer à réduire les risques d'infection. Les gouvernements redoublent également d'efforts pour fournir une prophylaxie pré-exposition aux adolescentes et aux jeunes femmes, en particulier en Afrique orientale et australe.

60. Malgré ces changements de paradigme dans la programmation, les nouvelles infections à VIH chez les adolescents ne diminuent pas assez rapidement pour parvenir à une génération d'adolescents sans sida d'ici 2030, et les disparités entre les genres persistent. Au niveau mondial, la prévalence du VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes a diminué de 53 % depuis 2010, contre 66 % chez les garçons,

<sup>52</sup> ONUSIDA, « Le VIH et les enfants », fiche d'information sur le sida dans le monde, 2023.

et les filles représentent encore 71 % des nouvelles infections à VIH chez les adolescents. Les disparités entre les genres varient aussi considérablement d'une région à l'autre : en Afrique subsaharienne, 85 % des nouveaux cas d'infection à VIH chez les adolescents concernent des filles, alors qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique, en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les deux tiers de ces infections concernent des garçons.

#### **IV. Prochaines étapes**

61. Plus de la moitié du temps dont on disposait pour réaliser les objectifs de développement durable s'est déjà écoulée et trop d'objectifs liés aux enfants sont encore hors d'atteinte. Il est urgent d'agir pour accélérer les progrès. Les crises mondiales concurrentes, notamment la pandémie de COVID-19 et ses répercussions, les crises humanitaires qui se multiplient (y compris les conflits violents), la crise de la dette et les changements climatiques, continuent de poser des difficultés : il faut faire davantage pour protéger les droits des enfants, en particulier des plus marginalisés d'entre eux. Trop d'enfants dans le monde doivent faire face à des facteurs de vulnérabilité et de discrimination multiples et croisés. En conséquence, les efforts faits dans le monde doivent tenir compte de ces dynamiques et il faut trouver des solutions qui permettent de régler ces problèmes de manière globale en investissant dans un accès équitable et inclusif à l'éducation, à la nutrition, aux services de santé et à la protection de l'enfance.

62. À ce stade, il est impératif que la communauté mondiale se concentre à nouveau sur les domaines d'investissement susceptibles de contribuer de façon substantielle à la réalisation du Programme 2030. Le Groupe des Nations Unies pour le développement durable a identifié six domaines de transition (voir [A/79/72-E/2024/12](#)), qui peuvent jouer un rôle de catalyseur dans l'obtention de résultats pour les enfants. La transformation des systèmes alimentaires est essentielle pour améliorer la nutrition des enfants, afin de réduire les retards de croissance, l'émaciation et la mortalité infantile. La transition énergétique et l'accès à une énergie durable et propre peuvent prévenir les effets néfastes de la pollution atmosphérique sur les enfants et leur garantir un accès continu aux services essentiels. La desserte numérique est un domaine dans lequel subsistent des lacunes importantes, en particulier pour les filles et les jeunes femmes des pays à faible revenu, dont 90 % n'ont pas accès à Internet. Les lacunes en matière d'éducation et de compétences sont des questions particulièrement importantes pour les droits de l'enfant, et la transformation des systèmes éducatifs afin de mieux faire respecter les droits de l'enfant fait partie des recommandations clés figurant dans la note d'orientation de l'ONU sur la transformation de l'éducation publiée en 2023 ([A/77/CRP.1/Add.9](#)). Des emplois décents et une protection sociale sont essentiels pour assurer la sécurité et la stabilité des enfants et de leurs familles. Plus de 4 milliards de personnes dans le monde n'ont accès à absolument aucune protection sociale. Enfin, il est particulièrement urgent de réduire les changements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution pour les jeunes générations, qui sont les plus touchées par la triple crise planétaire.

63. Si l'on veut pouvoir atteindre ces objectifs vitaux, il faut accorder une place centrale aux enfants, les traiter comme des personnes titulaires de droits qu'on se doit de respecter et comme des participants actifs, défenseurs et dirigeants contribuant aux processus de prise de décisions et aidant à façonner les plans, les politiques et les programmes dont on a besoin. Afin de rapprocher la communauté mondiale de la réalisation du Programme 2030 et d'un monde digne des enfants, nous ne devons ménager aucun effort pour redresser la barre et réaliser les investissements nécessaires pour faire respecter et protéger les droits fondamentaux de chaque enfant.